

CHAPITRE XVII

CONCLUSION

J'ai entrepris de prouver que notre système d'enseignement secondaire est mauvais, et qu'on en peut concevoir un meilleur. Mais il y a loin de la conception à l'action. Toute réforme est difficile, et les réformes les plus difficiles sont celles qui touchent à l'instruction de la jeunesse. C'est la toute-puissance même de l'État qui fait sa faiblesse. Un excès de responsabilité produit naturellement un excès de timidité. Grâce à notre centralisation tant admirée, il faut, pour qu'on essaie une innovation, qu'un ministre en reconnaisse la nécessité, et qu'il ose se jeter dans l'inconnu. La réforme décrétée, on ne peut se dis-

penser de l'appliquer partout à la fois, c'est-à-dire d'en confier l'exécution à un personnel qui y est en majorité hostile, qui la compromettra par attachement à la routine, par indifférence, par une opposition sourde, peut-être involontaire et inconsciente, mais invincible. Au lieu d'appeler et de grouper en un petit bataillon les hommes de bonne volonté, le pouvoir s'adresse à une armée innombrable, parfaitement instruite et façonnée aux anciennes manœuvres, et prétend l'obliger à changer soudain de tactique. Dans ces conditions, le progrès ne va point sans désordre, et les tentatives les plus justifiées risquent d'être condamnées par l'expérience.

Toutes les parties du système se soutiennent mutuellement. Les études classiques mènent aux examens, et les examens supposent les études classiques. Les lois et les règlements qui président à l'entrée des jeunes gens dans les carrières libérales les obligent à passer par la filière traditionnelle. Les écoles spéciales dépendent de différents ministères. Un changement radical apporté au programme des études intéresserait toutes les administrations, parce qu'il modifierait le recrutement de leur personnel; un grand

maître de l'Université qui voudrait réformer l'Université aurait d'abord à persuader ses collègues du cabinet.

Le personnel enseignant ne peut se recruter que par lui-même. Ce sont les anciens qui forment et jugent les novices ; ils les forment à leur manière et les jugent selon leur propre esprit. Demanderait-on au clergé même le plus libéral de fonder et de diriger des séminaires d'hérétiques et de libres-penseurs, de recevoir dans son sein les produits d'une éducation profondément différente de celle qui l'a fait ce qu'il est ? Ce serait une sorte d'apostasie. Si la foi universitaire est moins immobile et moins intolérante que la foi cléricale, elle est chère à ceux qui la professent ; elle repose sur l'habitude, une habitude qui remonte à l'enfance, sur le goût, qui se moque des arguments utilitaires, sur l'amour-propre, qui ne nous permet pas de croire que nous ayons dépensé les plus belles années de notre vie à l'acquisition d'une supériorité chimérique, ou du moins contestable, d'une science dont la société moderne se soucie médiocrement.

L'histoire nous présente plus d'un exemple de cette contradiction. Plus d'une fois les vieilles

institutions ont paru à la fois surannées et indestructibles, et l'évidence de leurs défauts n'ôtait rien à leur solidité ; les arbres qui deviennent stériles n'ont pas pour cela moins de racines. En pareil cas, les peuples ont deux manières de se tirer d'embarras ; ils se résignent ou ils font une révolution. Quand il s'agit seulement d'un trône, ou d'une constitution qu'on a juré de défendre jusqu'à la mort, nous n'hésitons pas à recourir à la révolution ; dans tout le reste, nous nous résignons d'autant plus aisément que la hardiesse de nos propos et la vigueur de nos critiques nous consolent de la timidité de notre conduite ; également soumis et frondeurs, non tour à tour, mais en même temps, nous rions de notre faiblesse, de la médiocrité de nos gouvernants, de la paresse de nos législateurs, de l'éternité des abus, mais notre rire est si bruyant et si gai qu'il nous suffit ; nous n'éprouvons pas le besoin de passer à l'action.

Les défauts qu'on signale dans notre enseignement secondaire ne le condamnent pas à une transformation certaine et prochaine. S'il succombe, ce ne sera pas sous les coups de la critique, mais sous l'influence de causes étran-

gères à la pédagogie. Les Chinois, dont il faut souvent citer l'exemple quand on parle de notre pays, ont gardé pendant bien des siècles leur système d'études littéraires, ou plutôt littérales, d'examens et de concours, leur hiérarchie pédante et leur mandarinat corrompu. Ils s'y cramponnent encore avec passion, et ne s'en déferaient point si la pression du dehors ne devait tôt ou tard les contraindre à changer. Les abus les plus vexatoires sont difficiles à déraciner. Les abus qui ne sont pas des vexations infligées aux citoyens, mais simplement un gaspillage de forces, de temps et d'argent, ne commencent à être ébranlés que quand ils deviennent pour un peuple une cause évidente d'infériorité. Les gouvernements et les nations attendent parfois que la concurrence les éclaire sur leurs véritables intérêts ; la seule leçon qui soit sûrement comprise, c'est la leçon de la défaite.

Les avertissements ne nous manquent pas depuis quelques années. Nous subissons des défaites industrielles et commerciales qui ont pour principale cause le mauvais emploi que nous faisons de nos ressources en tout genre. Chaque jour la lutte devient pour nous plus difficile et

plus coûteuse, parce que nos rivaux descendent dans l'arène mieux armés et mieux préparés. Les protectionnistes s'efforcent de nous prouver qu'il suffit, pour ramener la Fortune de notre côté, de fermer nos frontières aux produits étrangers. Si nous les écoutons jusqu'au bout, nous finirons par nous entourer d'une muraille de la Chine à l'heure même où la Chine renonce à son isolement séculaire, et par former en pleine Europe une île aux rivages inaccessibles. Mais nous ne saurions nous obstiner dans cette gageure contre la science et la raison ; il faudra bien que nous cherchions les causes de nos souffrances là où elles sont, c'est-à-dire dans l'exagération de nos frais généraux, dont l'action excessive de notre gouvernement, et dans notre système d'éducation classique, qui maintient une fausse hiérarchie des fonctions sociales.

Le bruit court que la tâche de ceux qui voudront réformer l'enseignement secondaire est facilitée d'une manière fâcheuse par la décadence des études classiques. J'entends dire qu'elles sont en baisse. La jeunesse d'aujourd'hui, peu disciplinée, s'applique mal à des travaux dont elle ne saisit pas bien l'intérêt, et

l'autorité décroissante des familles ne prête qu'un faible secours à celle des maîtres. S'il est vrai que le latin s'en aille de lui-même, il serait profondément regrettable qu'on le laissât décliner sans le remplacer, et qu'on permit aux enfants de s'habituer à ne rien apprendre. Il vaudrait mieux restaurer les vieilles méthodes par un effort désespéré que de voir la paresse et l'indifférence envahir les collèges. Si les partisans de la tradition savent le moyen de la remettre en honneur, qu'ils fassent donc cet effort; s'ils s'avouent impuissants, qu'ils cèdent la place aux idées nouvelles. Toute culture peut se défendre, excepté la culture du bois mort.

Je pourrais aussi trouver un allié dans l'amour de l'égalité poussé jusqu'à l'envie. Il n'est pas impossible que certains démocrates fassent la guerre aux études classiques comme à une distinction qui sépare trop nettement la classe bourgeoise de la classe populaire. J'accepte leur appui s'ils se plaignent de ce que le latin isole ses adeptes du courant général de la société moderne, non s'ils le repoussent comme une cause de supériorité. Car le propre de l'enseignement secondaire est de mettre ses élèves au dessus de

la foule, et il serait bien inutile de conserver des lycées, s'ils n'étaient que des écoles primaires ornées d'un titre pompeux. Je veux une instruction différente de celle qui se donne aujourd'hui, mais je la veux assez forte et assez brillante pour que ceux qui l'auront reçue en portent la marque. S'il ne s'agissait que de laisser tomber le niveau de l'esprit français, j'aimerais mieux défendre une routine qui aurait au moins le mérite d'être une protestation contre le règne de la médiocrité intellectuelle, une barrière un peu vermoulue, mais encore debout, contre l'invasion de la barbarie.

La réforme que je souhaite ne s'accomplira pas sans avoir été mûrie par une longue discussion. Je ne fais pas appel à un dictateur qui bouleverserait d'un trait de plume l'éducation de la jeunesse. Je m'efforce seulement de poser la question avec plus de franchise qu'on ne l'a fait jusqu'ici, de fournir quelques arguments nouveaux ou renouvelés à une opinion qui s'ignore à demi, qui n'a pas conscience de toute sa force; si je ne les invente pas, du moins je les rassemble en faisceau. Ce que je dis, bien des gens le pensent tout bas, qui n'osent s'avouer leur

pensée, qui se laissent intimider par une tradition imposante. Il y a des hérésies qui flottent dans l'air, et dont les fidèles sont imprégnés, mais que l'église étouffe jusqu'à ce qu'elles aient trouvé une expression publique, un organe résolu. Il n'est que d'attacher le grelot : vous l'entendrez bien tinter.

Il appartient à la presse d'appuyer les propositions qui répondent à un besoin réel, et de les imposer à l'attention des pouvoirs. Une cause est à demi gagnée, quand les journaux la prennent en main, non qu'ils tyrannisent le public en l'obligeant à penser comme eux, mais ils règlent en quelque sorte l'ordre du jour des discussions et des conversations. Ils mettent en lumière les idées et les hommes; tant pis pour les idées fausses ou prématurées, pour les hommes médiocres, qui ne supportent pas longtemps la lumière. Si les langues mortes ne règnent plus que par la superstition, un débat tant soit peu approfondi ébranlera leur empire; leurs prétentions seront examinées de près; on critiquera leurs titres et on pèsera leurs services : je ne demande rien de plus. Elles se soutiennent par la tradition et l'autorité, comme la

plupart des choses humaines. La tradition est souvent bienfaisante; l'autorité a souvent raison; encore faut-il que de temps en temps les générations nouvelles fassent l'inventaire des institutions qu'elles ont reçues de leurs aînées. Je crois le moment venu de faire subir cette épreuve aux programmes de l'enseignement secondaire, et de délibérer non seulement sur ses méthodes, mais sur son objet.

Il ne faut point se reposer de ce soin sur les bureaux, ni même sur le conseil supérieur de l'instruction publique. Cette assemblée représente assez bien l'Université en même temps que l'administration, et serait bon juge des détails, mais non du principe. Elle est plus en état de plaider le procès que de le trancher, car elle n'est pas impartiale. Tout corps a ses intérêts, ses préjugés, ses passions, et tient d'autant plus au passé que son passé est plus honorable. Ce ne sont pas les conciles qui réforment la religion. Je compte plutôt sur les laïques, sur le pouvoir civil éclairé par l'opinion. La révolution que j'appelle doit être fomentée par une longue et vive polémique; le signal en sera donné par un vote parlementaire qui chargera un ministre de

mettre les programmes d'enseignement en harmonie avec les besoins du siècle.

Il faut que ce ministre soit un homme à la fois compétent et libre d'esprit, bienveillant et résolu, qui ménage les personnes et ne se laisse pas arrêter par les résistances. Il ne devra pas se mettre à l'œuvre s'il n'est en droit de compter sur un assez long avenir. Une tentative sans suite compromettrait tout, provoquerait une réaction impuissante à ranimer ce qui se meurt, mais assez forte pour retarder l'avènement de ce qui demande à naître. A peine notre réformateur aurait-il mis la main à l'œuvre, qu'il serait de toutes parts encouragé, critiqué, béni et maudit. On saluerait en lui un libérateur longtemps attendu ; on le vouerait aux Furies comme un démolisseur de temples. Mais il s'attendrait à ce concert dissonant, et n'en serait pas troublé.

Les pacifiques et les timides proposeront une transaction ; ils demanderont le partage. Les lycées, ou un certain nombre de lycées, resteraient consacrés à l'enseignement classique, le reste, avec les collèges communaux, serait livré à l'enseignement secondaire spécial. Cette solution moyenne compte beaucoup de partisans ;

elle fut, paraît-il, sur le point d'être adoptée vers la fin de l'Empire. C'est une demi-mesure qui séduit au premier abord par un air de modération. Voyons quelles en seraient les conséquences.

J'ai déjà parlé de l'enseignement spécial. C'est une création utile, pourvu qu'on n'y voie que ce qu'il y a, un enseignement primaire un peu développé, ou tout au plus une section des sciences, simplifiée et mise à la portée de tous. Il ne garde pas assez longtemps ses élèves ; ses programmes n'ont pas de limites précises. Il manque surtout de prestige ; il est venu au monde avec un cachet d'infériorité sans doute indélébile. Il appelle à lui les enfants qui désespèrent d'apprendre les langues mortes, ceux qui ont hâte d'en finir, ceux qui veulent se procurer à bon compte l'honneur d'avoir passé par le lycée. En créant un baccalauréat spécial, on mettra décidément le parchemin au rabais.

Une réforme qui introduirait l'enseignement spécial dans tous les collèges et dans une partie des lycées, aboutirait à faire des collèges et d'une partie des lycées, des écoles primaires un peu plus relevées que les autres. On ne modifierait pas les études, mais on proclamerait que trop